

avec instance, comme notre parti l'a fait depuis un certain temps, de songer à l'institution d'un comité parlementaire chargé des questions relatives à la capitale nationale.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, depuis toujours, les villes d'Ottawa et de Hull étaient comme le jour et la nuit. L'une prospère, l'autre négligée; l'une considérée, l'autre oubliée. Plusieurs promesses avaient été faites, mais aucune loi n'avait été adoptée.

Aujourd'hui, monsieur le président, le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) nous a tous réjouis en faisant sa déclaration—et il a eu la bonté de nous en remettre un texte en bon français—qui vise à diminuer les inégalités économiques et, en même temps, à faire de la capitale fédérale le reflet d'un Canada biculturel, bilingue et comme on veut le voir dans l'avenir.

Monsieur le président, nous sommes heureux que le ministre tente, par les moyens qu'il a énumérés il y a un instant, d'éliminer les inégalités entre la ville d'Ottawa et la ville de Hull, afin de faire régner la justice sur les deux rives de la rivière Outaouais. Je crois bien que toute la population en sera reconnaissante, au point de vue économique.

J'ai écouté avec intérêt le discours du ministre, et près de trois à quatre pages de son exposé avaient trait à l'élaboration de la philosophie qu'il voyait de la capitale fédérale.

Il nous a dit aussi ce qu'il pensait du Canada, de la Confédération, etc., mais jamais il nous a donné l'espoir que la capitale fédérale serait vraiment, au point de vue linguistique, le reflet du Canada tel qu'on veut le voir et comme on l'a souvent répété au cours du débat sur la mesure concernant les langues officielles.

Monsieur le président, quelque chose me laisse perplexe. Récemment, j'inscrivais plusieurs questions au *Feuilleton* afin d'obtenir, de la part de tous les ministères, certains renseignements au sujet du bilinguisme, de la compétence linguistique des fonctionnaires. Or, monsieur le président, plus de 18 ministères n'ont pas daigné répondre à ces questions, et j'avoue que cette attitude est très décevante.

Je me pose donc la question suivante: Construire des édifices, c'est excellent, et nous en félicitons le ministre, mais si ces édifices contribuent à angliciser davantage les Hullois, de façon indirecte, on continuera de faire de la capitale fédérale une tour d'ivoire pour les Anglo-Saxons. Je voudrais dire

[M. Mather.]

au ministre que nous sommes perplexes à ce sujet et que nous voudrions avoir l'assurance que la capitale fédérale, dont il parle de façon si éloquente, soit vraiment la réalisation de la justice économique des deux côtés de la rivière, afin de faire disparaître les inégalités. Il faut que la capitale nationale soit le reflet véritable des aspirations, tant des Québécois que des Ontariens, et du Canada tel qu'on veut le voir.

Monsieur le président, nous n'avons pas la garantie, selon le plan prévu par le ministre, que ceci contribuera à faire respecter le fait français dans la région de la capitale fédérale, afin que nous ayons vraiment une capitale bilingue. Nous sommes heureux toutefois que, sur le plan économique, quelque chose soit fait. Cependant, sur le plan linguistique et culturel, nous ne pouvons que demeurer perplexes et continuer d'espérer et d'attendre.

[Traduction]

QUESTIONS ORALES

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LES MESURES D'ASSISTANCE DU GOUVERNEMENT POUR COMPENSER LA DIMINUTION DES REVENUS DES CULTIVATEURS DES PRAIRIES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question me paraît devoir être adressée au premier ministre. Elle m'est inspirée par la prévision, dont font état les documents budgétaires, que les recettes en espèces découlant de la vente du blé baisseront encore cette année, et par la déclaration faite hier par la Fédération canadienne des agriculteurs, suivant laquelle le cultivateur de grain des Prairies se trouvera, en matière de revenu, dans une situation nettement désastreuse. Le premier ministre indiquerait-il à la Chambre à quel moment le gouvernement prendra une décision et annoncera des mesures d'assistance pour la région?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition le sait, cette question a déjà été posée plusieurs fois à la Chambre. Il sait aussi que nous avons reçu des instances de façon régulière jusqu'à hier, inclusivement. Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit hier.

L'hon. M. Stanfield: J'ai une question complémentaire à poser, soit au premier ministre soit au ministre de l'Agriculture, monsieur l'Orateur. Il s'agit du prétendu programme de maintien des revenus que le premier ministre